



FONDATION ERIK ET ODETTE BOCKE

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023



Fondation
9, cours du Maréchal de Lattre de Tassigny
33850 LEOGNAN

FONDATION ERIK ET ODETTE BOCKE
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31/12/2023

Au Conseil d'Administration de la Fondation ERIK ET ODETTE BOCKE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation ERIK ET ODETTE BOCKE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les produits de tarification, qui figurent au compte de résultat pour 30 336 k€, sont comptabilisés selon les conventions générales comptables indiquées en annexe au point « 3- a) Conventions générales comptables » et présentés au point « 5- a) Ventilation des produits liés à l'activité ». Sur la base des informations qui nous ont été fournies, nos travaux ont consisté à apprécier les données de facturation auprès des résidents et, les conventions et arrêtés signés avec les autorités de tarification.

Les fonds dédiés, inscrits pour 733 k€ au bilan, sont comptabilisés selon les méthodes comptables des fonds dédiés au point « 3- h) Fonds dédiés » et présentés au point « 4-e) Tableau de variation des fonds dédiés ». A partir des investissements réalisés et des conventions signées, qui nous ont été communiquées, et, de la réglementation en vigueur, nous avons validé les dotations et les reprises des fonds dédiés sur l'exercice.

Les provisions, inscrites pour 871 k€ au bilan, sont comptabilisées selon les méthodes comptables des provisions au point « 3- c) Provisions » et détaillées au point « 4-c) Tableau des provisions ». A partir des informations reçues et des événements de l'exercice, qui nous ont été communiqués, et, de la réglementation en vigueur, nous avons validé les dotations et les reprises de provisions.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau du Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas

fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bordeaux, le 07/05/2024

Le commissaire aux comptes,

PAQUIER & ASSOCIES

Vincent GERON

Signé électroniquement le 07/05/2024 par
Vincent Geron



FONDATION Erik & Odette BOCKE

9 cours du Maréchal de Lattre de Tassigny

33 850 LEOGNAN

BILAN**Période du** 01/01/2023**au** 31/12/2023**Tenue de compte :** Euro

Fondation reconnue d'utilité publique le 22 décembre 1977

<i>ACTIF</i>	<i>31/12/2023</i>			<i>31/12/2022</i>	<i>Variation</i>
	Valeurs brutes	Amort. et provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement					
Frais de recherche & de développement					
Concession, brevets & droits similaire	176 832,75	128 785,09	48 047,66	30 618,72	17 428,94
Autres immobilisations incorporelles	6 380 000,00		6 380 000,00	6 380 000,00	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains	142 386,09	104 110,00	38 276,09	45 007,60	-6 731,51
Constructions	2 230 750,68	1 944 402,53	286 348,15	371 832,64	-85 484,49
Installations techniques, matériels & outillages	2 002 255,86	1 662 024,07	340 231,79	347 851,23	-7 619,44
Autres immobilisations corporelles	4 063 451,42	3 026 756,88	1 036 694,54	822 933,26	213 761,28
Immobilisations en cours	888 049,73		888 049,73	240 268,50	647 781,23
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations	863 661,63	16 163,66	847 497,97	863 661,63	-16 163,66
Créances rattachées à des participations	16 539,42		16 539,42	15 986,13	553,29
Autres titres immobilisés			0,00	0,00	
Prêts			0,00	0,00	
Autres immobilisations financières	24 728,50		24 728,50	24 652,25	76,25
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE (I)	16 788 656,08	6 882 242,23	9 906 413,85	9 142 811,96	763 601,89
STOCKS ET EN-COURS					
Matières premières, approvisionnements					
En cours de production de biens & services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
CREANCES					
Avances & acomptes versés sur commandes	217 878,51		217 878,51	38 443,00	179 435,51
Clients & comptes rattachés	657 207,45	210 642,95	446 564,50	522 686,56	-76 122,06
Autres créances	482 789,57		482 789,57	650 956,66	-168 167,09
DISPONIBILITES	4 785 334,41		4 785 334,41	5 900 772,70	-1 115 438,29
COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF					
Charges constatées d'avance	130 347,28		130 347,28	112 888,05	17 459,23
TOTAL DE L'ACTIF CIRUCLANT (II)	6 273 557,22	210 642,95	6 062 914,27	7 225 746,97	-1 162 832,70
TOTAL ACTIF	23 062 213,30	7 092 885,18	15 969 328,12	16 368 558,93	-399 230,81

DOCUMENT CONTROLÉ
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES

FONDATION Erik & Odette BOCKE

9 cours du Maréchal de Lattre de Tassigny

33 850 LEOGNAN

BILAN (suite)Période du
au
Tenue de compte :

01/01/2023

31/12/2023

Euro

Fondation reconnue d'utilité publique le 22 décembre 1977

<i>PASSIF</i>	<i>31/12/2023</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>Variation</i>
FONDS PROPRES			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
Fonds statutaires	1 327 030,53	1 327 030,53	0,00
Fonds propres complémentaires	-3 494 503,02	-3 494 503,02	0,00
Ecart de réévaluation	6 380 000,00	6 380 000,00	
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
Réserves	4 849 372,73	4 384 721,47	464 651,26
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	1 490 072,89	1 423 370,18	66 702,71
Report à nouveau constitué par des dépenses refusées par le financeur	-1 290 419,97	-1 290 419,97	0,00
Report à nouveau	-1 145 003,53	-919 709,09	-225 294,44
Résultat de l'exercice	-49 754,63	306 059,53	-355 814,16
<i>SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)</i>	<i>8 066 795,00</i>	<i>8 116 549,63</i>	<i>-49 754,63</i>
<i>Fonds propres consommables</i>			
Subventions d'investissement	543 788,05	575 098,45	-31 310,40
Provisions réglementées	49 500,00	49 500,00	0,00
FONDS PROPRES (I)	8 660 083,05	8 741 148,08	-81 065,03
FONDS DEDIES			
Fonds dédiés	733 297,52	729 954,48	3 343,04
FONDS DEDIES (II)	733 297,52	729 954,48	3 343,04
PROVISIONS			
Provision pour risques	481 442,49	614 449,52	-133 007,03
Provision pour charges	390 000,00	390 000,00	0,00
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES (III)	871 442,49	1 004 449,52	-133 007,03
DETTES			
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	250 735,21	285 731,90	-34 996,69
Emprunts & dettes financières diverses	1 448 825,08	1 607 507,99	-158 682,91
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	1 218 224,58	1 142 599,76	75 624,82
Dettes sociales & fiscales	2 684 791,06	2 705 901,90	-21 110,84
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	96 887,03	146 660,70	-49 773,67
COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF			
Produits constatés d'avance	5 042,10	4 604,60	437,50
DETTES & COMPTES DE RÉGULARISATION (IV)	5 704 505,06	5 893 006,85	-188 501,79
TOTAL PASSIF	15 969 328,12	16 368 558,93	-399 230,81

DOCUMENT CONTROLE
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES

FONDATION Erik & Odette BOCKE			
9 cours du Maréchal de Lattre de Tassigny		Période du	01/01/2023
33 850 LEOGNAN		COMPTE DE RESULTAT	au 31/12/2023
		Tenue de compte:	€uro
Fondation reconnue d'utilité publique le 22 décembre 1977			

	31/12/2023	31/12/2022	Variation €	Variation %
PRODUITS D'EXPLOITATION				
<u>PRODUITS DE TARIFICATION</u>	<u>30 336 283,55</u>	<u>29 715 233,07</u>	<u>621 050,48</u>	<u>2,06%</u>
Produits de journées "Hébergement"	13 717 289,66	13 245 139,91	472 149,75	3,56%
Produits de journées "Dépendance"	4 239 630,73	4 112 699,99	126 930,74	3,09%
Forfait "Soin"	12 212 159,00	12 265 415,00	-53 256,00	-0,43%
Utilisation des fonds dédiés	167 204,16	91 978,17	75 225,99	81,79%
<u>RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</u>	<u>24 280,00</u>	<u>1 575,05</u>		
<u>AUTRES CONTRIBUTIONS FINANCIERES</u>	<u>0,00</u>	<u>15 000,00</u>		
<u>PRODUITS DES ACTIVITÉS ANNEXES</u>	<u>85 170,72</u>	<u>86 309,00</u>	<u>-1 138,28</u>	<u>-1,32%</u>
<u>SUBVENTIONS</u>	<u>154 150,25</u>	<u>62 232,60</u>	<u>91 917,65</u>	<u>147,70%</u>
<u>REPRISES SUR AMORTISSEMENTS & PROVISIONS</u>	<u>552 117,07</u>	<u>69 463,92</u>	<u>482 653,15</u>	<u>694,83%</u>
<u>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</u>	<u>1 909 336,70</u>	<u>1 862 180,27</u>	<u>47 156,43</u>	<u>2,53%</u>
<u>TRANSFERT DE CHARGES</u>	<u>0,00</u>	<u>0,00</u>	<u>0,00</u>	<u>Ns.</u>
TOTAL I	33 061 338,29	31 811 993,91	1 249 344,38	3,93%
CHARGES D'EXPLOITATION	33 210 087,05	31 556 388,10	1 653 698,95	5,24%
<u>ACHATS</u>	<u>1 741 678,51</u>	<u>1 747 187,79</u>	<u>-5 509,28</u>	<u>-0,32%</u>
<u>SERVICES EXTERIEURS</u>	<u>6 330 231,66</u>	<u>6 030 035,70</u>	<u>300 195,96</u>	<u>4,98%</u>
<u>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</u>	<u>1 670 252,64</u>	<u>1 208 340,14</u>	<u>461 912,50</u>	<u>38,23%</u>
<u>IMPOTS, TAXES & VERSEMENTS ASSIMILES</u>	<u>1 522 989,36</u>	<u>1 467 371,46</u>	<u>55 617,90</u>	<u>3,79%</u>
<u>CHARGES DE PERSONNEL</u>	<u>19 318 272,06</u>	<u>18 751 644,96</u>	<u>566 627,10</u>	<u>3,02%</u>
Salaires & traitements	13 483 603,76	13 136 587,50	347 016,26	2,64%
Charges sociales	5 834 668,30	5 615 057,46	219 610,84	3,91%
<u>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS</u>	<u>976 209,62</u>	<u>627 247,93</u>	<u>348 961,69</u>	<u>55,63%</u>
Dotations aux amortissements	545 829,16	545 950,17	-121,01	-0,02%
Dotations aux provisions pour risques & charges	389 078,62	0,00	389 078,62	#####
Dotations aux provisions pour dépréciation	41 301,84	81 297,76	-39 995,92	-49,20%
<u>REPORT EN FONDS DEDIES</u>	<u>170 547,20</u>	<u>322 924,60</u>	<u>-152 377,40</u>	<u>-47,19%</u>
<u>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</u>	<u>1 479 906,00</u>	<u>1 401 635,52</u>	<u>78 270,48</u>	<u>5,58%</u>
TOTAL II	33 210 087,05	31 556 388,10	1 653 698,95	5,24%
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-148 748,76	255 605,81	-404 354,57	-158,19%

DOCUMENT CONTROLE
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES

FONDATION Erik & Odette BOCKE			
9 cours du Maréchal de Lattre de Tassigny		Période du	01/01/2023
33 850 LEOGNAN		COMPTE DE RESULTAT	au 31/12/2023
		Tenue de compte:	€uro
Fondation reconnue d'utilité publique le 22 décembre 1977			

	31/12/2023	31/12/2022	Variation €	Variation %
PRODUITS FINANCIERS				
De participations	63 998,80	58 715,25	5 283,55	
D'autres valeurs mobilières & créances d'actif	0,00	0,00		
Produits nets sur cessions	0,00	0,00		
Autres produits financiers	33 285,19	2 879,36	30 405,83	1055,99%
Reprise sur provisions pour dépréciation des éléments financiers				
TOTAL III	97 283,99	61 594,61	35 689,38	57,94%
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements & aux provisions	0,00	0,00		
Intérêts & charges assimilées	12 425,58	8 334,50	4 091,08	49,09%
Dotations aux provisions pour dépréciation des éléments financiers	16 163,66	0,00	16 163,66	Ns.
TOTAL IV	28 589,24	8 334,50	20 254,74	243,02%
RESULTAT FINANCIER (III-IV)	68 694,75	53 260,11	15 434,64	28,98%
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels sur opération de gestion	29 326,59	0,00	29 326,59	Ns.
Produits exceptionnels sur opération en capital	36 910,40	16 994,40	19 916,00	117,19%
Reprises sur provisions et transferts de charges	0,00	0,00		
TOTAL V	66 236,99	16 994,40	49 242,59	289,76%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	29 042,50	19 667,81	9 374,69	47,67%
Charges exceptionnelles sur opération en capital	6 895,11	132,98		
Dotations aux amortissements et aux provisions	0,00	0,00		
TOTAL VI	35 937,61	19 800,79	16 136,82	81,50%
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	30 299,38	-2 806,39	33 105,77	-1179,66%
IMPÔT SUR COLLECTIVITES SANS BUT LUCRATIF(VII)			0,00	Ns.
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	33 224 859,27	31 890 582,92	1 334 276,35	4,18%
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	33 274 613,90	31 584 523,39	1 690 090,51	5,35%
RESULTAT	-49 754,63	306 059,53	-355 814,16	-116,26%

RESULTAT D' EXPLOITATION
RESULTAT FINANCIER
RESULTAT COURANT INTERMEDIAIRE
RESULTAT EXCEPTIONNEL
IMPÔT SUR COLLECTIVITES SANS BUT LUCRATIF
RESULTAT

31/12/2023	31/12/2022	Variation €	Variation %
-148 748,76	255 605,81	-404 354,57	-158,19%
68 694,75	53 260,11	15 434,64	28,98%
-80 054,01	308 865,92	-388 919,93	-125,92%
30 299,38	-2 806,39	33 105,77	-1179,66%
0,00	0,00	0,00	
-49 754,63	306 059,53	-355 814,16	-116,26%

DOCUMENT CONTROLE
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels de la Fondation Erik & Odette BOCKE portent sur un exercice de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 15 985 491,78 €.

**DOCUMENT CONTRÔLÉ
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES**

Le résultat net comptable est un déficit de 48 931,23 €.

1 - FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

La fondation a bénéficié d'un bouclier tarifaire sur l'ensemble de l'année 2023 concernant la consommation de gaz et d'électricité.

À la suite du contrôle Urssaf, une provision de 196K€ a été dotée en 2023.

La provision pour rénovation grille salariale a été reprise en 2023 à hauteur de 436K€.

Le projet du nouvel établissement de Blanquefort s'est intensifié sur 2023 et a mobilisé d'importantes ressources financières.

2 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Les comptes annuels de la Fondation ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

La loi n°2024-364 du 22 avril 2024 instaure une équité totale dans l'acquisition des congés payés dans n'importe quel cas d'arrêt maladie, se conformant ainsi à la législation européenne. A ce titre, la Fondation a constitué en 2023 une provision pour risques et charges de 124K€.

3 - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

a) Conventions générales comptables

Depuis 2019, la Fondation utilise le plan comptable M.22 applicable aux établissements et services publics sociaux et médico-sociaux

Les comptes annuels ont été établis en application des règles générales comptables et dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et, à compter du 1^{er} janvier 2020 en application des règlements comptables ANC 2018-06 et 2019-04.

Pour le département de la Gironde, l'affectation des résultats est à la libre décision de la Fondation, pour les trois sections tarifaires : Hébergement – Dépendance – Soins.

Pour le département des Pyrénées Atlantiques, l'affectation des résultats Hébergement, Dépendance et Soins est assujettie à la décision « des tiers financeurs » (Département) et le cas échéant, au choix de la Fondation sans notification de leur part.

La méthode de base retenue dans l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

DOCUMENT CONTRÔLÉ
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES

b) Immobilisations corporelles et incorporelles

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris la taxe sur la valeur ajoutée, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Agencements & aménagements de terrain	de 10 à 20 ans
- Constructions	de 10 à 20 ans
- Installations générales, agencements, aménagements	de 4 à 20 ans
- Installations techniques, matériels & outillages	de 4 à 10 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 4 ans
- Mobilier	de 5 à 10 ans

c) Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constatée pour le montant de la différence.

d) Provisions

Concernant les dépréciations comptabilisées ou reprises au cours de l'exercice pour des montants individuellement significatifs, une information est fournie sur :

- Le montant de la dépréciation comptabilisée ou reprise ;
- La valeur actuelle retenue : valeur vénale ou valeur d'usage ; si la valeur vénale est retenue, la base utilisée pour déterminer ce prix (par référence à un marché actif ou de toute autre façon) ; si la valeur d'usage est retenue, les modalités de détermination de celle-ci,
- Le(s) poste(s) du compte de résultat dans le(s)quel(s) est incluse la dotation.

f) Stocks et en-cours

Néant

g) Créances

Les créances sont évaluées à leur coût historique diminué éventuellement des dépréciations.
Une dépréciation des créances douteuses est enregistrée lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte.

DOCUMENT CONTRÔLE
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES

h) Fonds dédiés

Le règlement ANC n°2018-06 définit les fonds dédiés comme « la partie des ressources dédiées par les tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard ».

Les fonds dédiés font l'objet d'un mode de comptabilisation particulier qui permet d'affecter à l'exercice suivant, les financements non utilisés (subventions d'exploitation, crédits non reconductibles alloués par l'ARS dans le forfait global de soins) à la fin de l'exercice (et donc de les sortir du résultat de l'exercice clos).

La partie des ressources non utilisées en fin d'exercice est inscrite en charges d'exploitation sous la rubrique « Reports en fonds dédiés » (compte 689), afin de constater l'engagement pris par l'organisme de poursuivre la réalisation desdits projets, avec comme contrepartie au passif du bilan la rubrique « fonds dédiés » (compte 19).

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits d'exploitation au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements (au fur et à mesure de la réalisation du projet défini), par le crédit du compte « 789 - Utilisations de fonds reportés et de fonds dédiés ».

4 - NOTES SUR LE BILAN

a) Tableau des mouvements des immobilisations :

ACTIF IMMOBILISE	Valeur brute en début d'exercice	Augmentation		Diminution		Transfert	Valeur brute en fin d'exercice
		Par virement	Acquisitions	Par virement	Par sortie		
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>							
Frais de recherche & développement							
Concessions, brevets & licences	136 999,99		39 832,76				176 832,75
Autres immobilisations incorporelles	6 380 000,00						6 380 000,00
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>							
Terrains	0,00						0,00
Agencements & aménagements terrains	142 386,09						142 386,09
Constructions et bâtiments	986 697,50						986 697,50
I.G.A.A.C.	1 265 447,95				21 394,77		1 244 053,18
Installations techniques, matériels & outillages	1 940 475,87		131 324,82		69 544,83		2 002 255,86
Installations générales, agencements, aménagements	452 369,23		140 260,54				592 629,77
Matériels de transport	406 919,75		115 598,34		23 827,10		498 690,99
Matériel de bureau & informatique	347 974,93		40 391,64		1 620,46		386 746,11
Mobilier, literie, linge & vaisselle	1 761 251,21		20 976,73		12 664,26		1 769 563,68
Investissements forfait soins	226 421,58		23 353,67				249 775,25
Investissements fonds dédiés	400 205,07		165 840,55				566 045,62
Immobilisations en cours	240 268,50		707 577,23			59 796,00	888 049,73
<u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>							
Participations	863 661,63						863 661,63
Créances rattachées à des participations	15 986,13	16 539,42		15 986,13			16 539,42
Dépôts & cautions versés	2 334,62						2 334,62
Fonds de garantie	22 317,63		76,25				22 393,88
TOTAL GENERAL	15 591 717,68	16 539,42	1 385 232,53	15 986,13	129 051,42	59 796,00	16 788 656,08

La Fondation Bocké a comptabilisé 707 577,23€ d'immobilisations en cours correspondant aux frais d'honoraires engagés dans le cadre de la construction du nouvel EHPAD d'une capacité de 80 lits sur la commune de Blanquefort afin de regrouper l'EHPAD « Verger du Côteau » et « Pagneau ».

Les dépenses d'avant-projet comptabilisées en immobilisations en 2022 ont été transférées en charges en 2023, à hauteur de 59 796€.

✓ Détail des participations inscrites en immobilisations financières :

Désignation	Quantité	Valeur achat	Prix de revient global	Cours au 31/12/2023	Valeur globale au 31/12/2023	+/- valeur latente par titre	+/- valeur latente globale
Parts SCPI La Française AM	186	377,80 €	70 271,25 €	772,38€	143 662,68€	394 586	73 391 436
Parts SCPI Génépierre	1 193	219,63 €	262 017,10 €	206,08€	245 853,44€	-13 556	16 163 666
Parts SCPI Accès Valeur Pierre	1 520	349,59 €	531 373,28 €	764,99€	1 162 784,8€	415,46	631 411 576
	2 899		863 661,63 €		1 552 300,92€		688 639,39€

✓ Détail des créances rattachées à des participations :

Intérêts courus à recevoir :	
Intérêts 4ième tr 2023 SCPI La Française AM	1 707,48 €
Intérêts 4ième tr 2023 SCPI Génépierre	3 644,74 €
Intérêts 4ième tr 2023 SCPI Accès Valeur Pierre	11 187,20 €
	16 539,42 €

b) Tableau des mouvements des amortissements :

AMORTISSEMENT	Situations et mouvements de l'exercice				
	Montant en début d'exercice	Augmentation	Virement	Diminution	Montant en fin d'exercice
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>					
Frais de recherche & développement					
Concessions, brevets & licences	106 381,27	22 403,82			128 785,09
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>					
Terrain	0,00				0,00
Agencements & aménagements de terrain	97 378,49	6 731,51			104 110,00
Constructions sur sol propre	1 880 312,81	85 484,49		21 394,77	1 944 402,53
Installations techniques, matériels & outillages	1 592 624,64	138 549,15		69 149,72	1 662 024,07
Installations générales, agencements, aménagements	221 359,38	61 540,24		0,00	282 899,62
Matériel de transport	317 126,15	34 910,14		23 827,10	328 209,19
Matériel de bureau & informatique	269 125,13	55 908,78		1 620,46	323 413,45
Mobilier	1 645 783,55	38 095,44		12 664,26	1 671 214,73
Investissements forfait soins	196 308,00	15 799,66			212 107,66
Investissements Fonds dédiés	122 506,30	86 405,93			208 912,23
<u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>					
Provisions pour dépréciation des éléments financiers		16 163,66			16 163,66
TOTAL GENERAL	6 448 905,72	561 992,82	0,00	128 656,31	6 882 242,23

c) Tableau des provisions :

PROVISIONS	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'exercice
Provisions pour renouvellement des immobilisations	49 500,00			49 500,00
Provisions pour risques & charges ⁽¹⁾	614 449,52	389 078,62	522 085,65	481 442,49
Provisions pour travaux	390 000,00			390 000,00
Provisions pour dépréciation des comptes de tiers	199 372,53	41 301,84	30 031,42	210 642,95
TOTAL GENERAL	1 253 322,05	430 380,46	552 117,07	1 131 585,44

(1) Provision contrôle URSSAF	195 622,00
Provision congés payés sur arrêts maladie	123 656,42
Provisions pour litiges prud'homaux	92 364,07
Provision HAS 2025	31 799,80
Provision risque indus aides apprentissage	38 000,00
	481 442,49

d) Tableau de variation des fonds propres :

	Au 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Au 31/12/2023
Fonds propres sans droits de reprise	-2 167 472,49				-2 167 472,49
Fonds propres avec droits de reprise	0,00				0,00
Ecarts de réévaluation	6 380 000,00				6 380 000,00
Réserves	4 384 721,47		464 651,26		4 849 372,73
Report à nouveau	-786 758,88		-158 591,73		-945 350,61
Résultat de l'exercice	306 059,53	-306 059,53		-49 754,63	-49 754,63
SITUATION NETTE	8 116 549,63	-306 059,53	306 059,53	-49 754,63	8 066 795,00
Subventions d'investissement	575 098,45			-31 310,40	543 788,05
Provisions règlementées	49 500,00				49 500,00
TOTAL	8 741 148,08	-306 059,53	306 059,53	-81 065,03	8 660 083,05

e) Tableau de variation des fonds dédiés :

	Au 31/12/2022	Transfert - Changement de méthode	Augmentation	Diminution ou consommation	Au 31/12/2023
CNR Performance	116 064,14	3 000,00	-	50 849,83	68 214,31
Télémédecine	18 419,85	-	-	18 419,85	-
QVT	24 807,88	-	-	6 254,50	18 553,38
Equipements Rails	69 755,59	-	-	10 137,02	59 618,57
QVT	25 929,01	-	-	3 750,35	22 178,66
Séjour de la Santé- Investir au quotidien 2021	118 021,27	-	-	20 529,80	97 491,47
Conférence des financeurs 2022	62 076,02	-	-	26 453,47	35 622,55
CNR 2022	244 692,00	-	-	6 976,36	237 715,64
CNR 2023	-	-	52 992,00	687,30	52 304,70
Investir au quotidien 2022/2023	-	-	100 055,20	3 449,23	96 605,97
Autres	50 188,72	- 3 000,00	17 500,00	19 696,45	44 992,27
TOTAL	729 954,48	-	170 547,20	167 204,16	733 297,52

DOCUMENT CONTRÔLÉ
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES

f) Etat des créances à la clôture de l'exercice :

	- 1 an	de 1 à 5 ans	+ 5 ans	TOTAL
Avances & acomptes versés	21 924,00			21 924,00
Fournisseurs RRR à obtenir	195 954,51			195 954,51
Clients & comptes rattachés	657 207,45			657 207,45
Autres créances	404 731,70			404 731,70
Produits à recevoir	78 057,87			78 057,87
TOTAL	1 357 875,53	0,00	0,00	1 357 875,53

g) Etat des dettes à la clôture de l'exercice :

	- 1 an	de 1 à 5 ans	+ 5 ans	TOTAL
Emprunts	13 030,93	55 367,47	181 489,79	249 888,19
Intérêts courus non échus sur emprunts	847,02			847,02
Dépôts de garanties reçus	1 444 033,08			1 444 033,08
Cautionnements	4 792,00			4 792,00
Fournisseurs & comptes rattachés	1 218 224,58			1 218 224,58
Personnel & comptes rattachés	306 317,38			306 317,38
URSSAF	541 442,09			541 442,09
Caisse de retraite complémentaire	140 618,84			140 618,84
Caisse de prévoyance	149 045,66			149 045,66
Participation à la formation professionnelle	133 826,94			133 826,94
Participation à l'effort de construction	60 616,76			60 616,76
Comité social & économique	49 605,83			49 605,83
Médecine du travail	8 495,63			8 495,63
Mutuelle	33 656,95			33 656,95
Taxe sur les salaires	132 852,49			132 852,49
Prélèvement à la source	23 293,90			23 293,90
Dettes provisionnées pour congés à payer	1 105 018,59			1 105 018,59
Départements ressources à reverser	35 138,29			35 138,29
Créditeurs divers	36 723,40			36 723,40
Charges à payer	25 025,34			25 025,34
TOTAL	5 462 605,70	55 367,47	181 489,79	5 699 462,96

Les dettes provisionnées pour congés à payer concernent les provisions de congés acquis et en cours d'acquisition.

h) Dettes garanties par des sûretés réelles :

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit, d'un montant de 249 888,19 €, sont garantis à hauteur de 249 888,19 €, selon le détail suivant :

Caution	249 888,19
Société de Garantie	0,00
Nantissement	0,00
	<hr/>
	249 888,19
Sans garantie	0,00

i) Détail des charges et produits imputables à un autre exercice :

✓ Charges constatées d'avance (compte de régularisation-actif) :

DOCUMENT CONTRÔLÉ
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES

Contrats d'assurance	73 584,83
Abonnement documentation	326,09
Contrat de maintenance informatique	20 406,98
Contrats de maintenance	17 917,64
Abonnement, location & maintenance téléphonique	3 091,80
Location matériels copieurs	1 085,27
Location fontaine à eau	372,48
Loyer	1 584,00
Abonnement application de communication numérique	905,70
Abonnement outil de gestion es remplacements dans la santé	7 856,74
Autres	3 215,75
	130 347,28

✓ Produits constatés d'avance (compte de régularisation-passif)

Indemnité pour travaux à effectuer	4 604,60
Autres	437,50
	5 042,10

j) Détail des charges à payer et des produits à recevoir rattachés aux postes de dettes & de créances :

✓ Détail des charges à payer :

Consommation Eau	7 198,63
Consommation Gaz	17 380,00
Taxe enlèvement Ordures Ménagères	
Consommation dispositifs médicaux	446,71
	25 025,34

✓ Détail des produits à recevoir :

Remboursement salaire sur formation	37 345,37
Remises fournisseurs	0,00
Indemnités complémentaires de prévoyance	23 346,29
Versement APA	7 691,70
Financement complémentaire Apprenti	0,00
Bouclier tarifaire	8 674,51
Don	1 000,00
	78 057,87

DOCUMENT CONTRÔLÉ
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES

5 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

a) Ventilation des produits liés à l'activité :

Département	Produits Hébergement	Produits "Dépendance"	Forfaits "Soins"
EHPAD " Les Fleurs De Gambetta "	Gironde 1 369 076,38	435 903,13	1 286 219,00
EHPAD " Résidence d'Aquitaine "	Gironde 1 242 096,96	363 748,28	972 814,00
EHPAD " Le Verger Du Coteau "	Gironde 893 210,62	278 984,90	755 871,00
EHPAD " Tropayse "	Gironde 1 047 443,44	311 678,47	910 105,00
EHPAD " Le Bois des Palombes "	Gironde 1 623 518,95	461 247,86	1 361 738,00
EHPAD " Mirambeau "	Gironde 935 143,72	271 996,68	815 016,00
EHPAD " Louise Michel "	Gironde 1 612 376,27	487 231,86	1 427 066,00
EHPAD "Les Pilets "	Gironde 1 765 299,88	633 544,57	1 683 485,00
EHPAD " Lutziberri "	Pyrénées Atlantiques 888 554,44	265 041,30	757 274,00
EHPAD " Putillenea "	Pyrénées Atlantiques 1 467 758,30	479 202,15	1 429 121,00
EHPAD " Pagneau "	Gironde 872 810,70	251 051,53	813 450,00
	13 717 289,66	4 239 630,73	12 212 159,00

b) Traitement des remises de fin d'année :

Depuis 2022, les remises de fin d'année issues de contrats cadre négociés avec certains fournisseurs sont comptabilisées dans le compte 609 et sont classées en diminution dans le poste « Achats » du compte de résultat. Avant 2022, ces éléments étaient comptabilisés dans le compte 758800 et classés dans le poste « Autres produits de gestion courante » du compte de résultat.

c) Produits financiers :

Désignation valeur	Nombre	Valeur achat	Prix revient global	Cours au 31/12/2023	Valeur globale au 31/12/2023	+/- valeur latente globale	Revenu annuel
Parts SCPI La Française AM	186	377,8	70 271,25	772,38 €	143 662,68 €	73 391,77	
Parts SCPI Génépière	1 193	219,63	262 017,10	206,08 €	245 853,44 €	-16 163,66	
Parts SCPI Accès Valeur Pierre	1 520	349,59	531 373,28	764,99 €	1 162 784,80 €	631 411,52	44 748,80
TOTAL	2 899		863 661,63		1 552 300,92 €	688 639,29	63 998,80

Conformément à la réglementation comptable, les plus-values latentes sur le portefeuille ne sont pas prises en compte sur l'exercice.

6 - AUTRES INFORMATIONS

A - Montant des engagements financiers :

Néant

B - Avances et crédits alloués aux mandataires sociaux :

Néant

C - Montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance :

Néant

D - Subventions d'investissement ou de fonctionnement reçues sur l'exercice :

a) Subventions d'investissement :

	Montant initial (compte 131)	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat au début de l'exercice (compte 139)	Quote part des subventions virée au résultat de l'exercice (compte 777)	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat en fin d'exercice (compte 139)	Subventions d'investissement restant à reprendre en fin d'exercice
Subvention du Département de la Gironde versée en 2009 dans le cadre de travaux de restructuration & d'extension et reprise sur 20 ans	326 208,00	217 109,55	16 310,4	233 419,95	92 788,05
Subvention de l'Agence Régionale de Santé notifiée en 2022 dans le cadre du fonds pour la modernisation et l'investissement en santé numérique	466 000,00		15 000	15 000	451 000,00

En 2022, la Fondation a été notifiée d'une subvention d'un montant de 466 000€ destinée à financer l'acquisition d'une solution de Dossier Informatisé de l'Usager conformes aux exigences nationales. Ce projet a débuté en 2023 et se matérialise par l'inscription au bilan d'une immobilisation incorporelle en cours.

b) Subvention de fonctionnement :

	Montant initial (compte 74)
Subvention « DRFIP Nouvelle-Aquitaine PAI Quotidien » *	100 055,20
Bouclier tarifaire	54 095,05

* Subventions non utilisées en fin d'exercice inscrites en charges d'exploitation sous la rubrique « Reports en fonds dédiés » (compte 689)

E - Dons, legs, donations, contributions volontaires ou ressources provenant de la générosité du public :

La Fondation a comptabilisé en 2023 24 280 € de dons provenant :

- de 14 000 € du Fonds de Dotation Valeurs de Vie au profit des établissements Les Pilets et des Fleurs de Gambetta ;
- de 1 660 € de familles de résidents ;
- 8 490 € d'autres organismes (lycée, association, mécénat...)

F - Accroissement et allègement de la dette future d'impôt provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable :

Néant

G- Honoraires du Commissaire aux comptes

Les honoraires versés en 2023, au Commissaire aux comptes, dans le cadre de sa mission légale, se sont élevés à 26 400 €, toutes taxes comprises.

H - Les indemnités de fin de carrière (IFC) :

DOCUMENT CONTRÔLÉ
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES

Tout salarié qui part en retraite, ou est mis à la retraite, bénéficie d'une indemnité plus communément appelée Indemnité de Fin de Carrière (I.F.C.) ou Indemnités de départ à la retraite (IDR). Celle-ci est généralement prévue au terme de la convention collective de la branche d'activité (ou d'un accord d'entreprise) qui en fixe le montant selon l'ancienneté. A défaut de convention collective ou d'informations relatives au départ en retraite dans la convention collective, l'article 6 de l'accord du 10 septembre 1977 fixe une indemnité minimum de départ en retraite (indemnité légale). De même l'article L. 122-14-13 al.2 du Code du travail prévoit une indemnité minimum de mise à la retraite. D'autre part, la mention en annexe du bilan du montant de cet engagement est imposée par la loi du 11 juillet 1985 (article L. 123-13 alinéa 3 du code du commerce). Cet engagement peut également être provisionné comptablement, cependant, d'un point de vue fiscal, il n'est pas déductible et doit être réintégré au résultat fiscal.

Dans ces conditions, il va s'agir ici de déterminer pour chaque salarié, sa date de départ ou de mise à la retraite probable ainsi que le montant estimé des prestations qui lui seront versées.

Pour les indemnités de fin de carrière, l'engagement d'une entreprise se décompose en deux parties :

- L'engagement correspondant aux droits passés : engagement de l'entreprise vis-à-vis de ses salariés à la date d'arrêté retenue pour l'évaluation actuarielle. Ce sont les droits potentiellement acquis compte tenu de l'ancienneté de chaque salarié à la date d'effet de l'évaluation. C'est le passif social de l'entreprise.
- L'engagement correspondant aux droits futurs : engagement de l'entreprise vis-à-vis de ses salariés au titre des droits potentiels qui seront acquis au-delà de la date d'arrêté retenue pour l'évaluation actuarielle, jusqu'à la date probable de départ à la retraite.

Il existe différentes méthodes classiques pour calculer l'engagement actuariel passé ainsi que la charge de l'année. Ces méthodes se différencient sur l'acquisition des droits, considérant soit l'ancienneté actuelle soit l'ancienneté acquise en fin de carrière, et sur le salaire retenu pour le calcul des droits (salaire actuel ou salaire en fin de carrière). Les droits ainsi calculés seront réévalués en fonction de la probabilité pour l'entreprise de verser ces droits puis majorés des charges patronales dans le cadre d'un départ volontaire du salarié, et majorés de contributions patronales sur la base d'une hypothèse de mise à la retraite par l'employeur. Enfin le montant ainsi déterminé sera actualisé.

1) Hypothèses d'Evaluation

a) *Variables économiques et démographiques*

Catégorie	Taux d'actualisation	Progression des salaires	Charges sociales patronales	Age de départ	Motif de départ à la retraite	Mobilité Turn-over	Droits conventionnels
Cadre	3,17%	0,5%	52%	64 ans	Départ volontaire	Moyen	CCN du 31/10/1951
Non cadre	3,17%	0,5%	52%	64 ans	Départ volontaire	Moyen	CCN du 31/10/1951

La table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2019-2021.

b) *Statistiques par catégorie*

Catégorie	Effectif	Hommes	Femmes	Age moyen	Ancienneté moyenne	Salaire annuel moyen	Masse salariale
Cadre	40	9	31	45	6	40 484	1 619 363
Non cadre	284	31	253	43	7	27 077	7 689 840
Total	324	40	284	43	7	28 732	9 309 204

2) Résultat de l'Evaluation

a) *Engagement IFC*

Compte tenu des données de l'entreprise, des hypothèses actuarielles retenues, soit principalement un taux d'actualisation de **3,17 %**, le montant des engagements en matière d'indemnités de fin de carrière sont les suivants :

➤ Valeur probable des indemnités à verser :	4 159 570 €
➤ Valeur actuelle probable des indemnités à verser :	2 288 766 €
➤ Dette actuarielle :	676 876 €

b) *Ventilation de l'engagement*

Catégorie	Effectif	Hommes	Femmes	Age moyen	Ancienneté moyenne	Ancienneté moyenne restante	Dette actuarielle
Cadre	40	9	31	45	6	19	104 983
Non cadre	284	31	253	43	7	21	571 892
Total	324	40	284	43	7	40	676 876

I - L'effectif par catégorie

1) En équivalent temps plein :

	Femme		Total Femme	Homme		Total Homme	DOCUMENT HOMME	DOCUMENT FEMME
	CDI	CDD		CDI	CDD		AUX COMPTES	SAISSAIRE
Cadre	20,04	0,82	20,86	6,33	0,55	6,88	27,74	
Chargé de missions RH					0,21	0,21	0,21	
Contrôleur de gestion				1,00		1,00	1,00	
Directeur(rice)	5,41		5,41	2,43		2,43	7,84	
Directrice administrative & financière	0,67		0,67				0,67	
Directrice d'exploitation	0,80		0,80				0,80	
Directrice Fondation	0,93		0,93				0,93	
Directrice ressources humaines	1,00		1,00				1,00	
Ergothérapeute / Psychomotricien (ne)	1,46		1,46				1,46	
Infirmier(e) Cadre	1,89	0,59	2,48	0,64		0,64	3,11	
Médecin coordonnateur	1,02		1,02	0,84		0,84	1,86	
Psychologue	3,33	0,23	3,56				3,56	
Responsable comptable				1,00		1,00	1,00	
Responsable paie	1,98		1,98				1,98	
Chargé de projet					0,08	0,08	0,08	
Directeur(rice) Adjoint(e)	0,98		0,98		0,25	0,25	1,24	
Directrice Mécénat	0,58		0,58				0,58	
Responsable IMMO et SV GX				0,42		0,42	0,42	
Employé	190,46	93,68	284,14	24,03	7,21	31,24	315,38	
Agent administratif	8,36	1,46	9,82		0,03	0,03	9,85	
Agent de service Hôtelier	80,34	49,24	129,58	4,84	2,83	7,67	137,26	
Aide-soignant(e) & assimilé	76,31	34,50	110,80	7,21	3,24	10,45	121,25	
Animateur (trice)	4,37	0,29	4,65	1,96	0,17	2,13	6,78	
Assistant en Soins Gériatrie	1,01		1,01				1,01	
Assistante de Direction	0,37		0,37				0,37	
Assistante des services Economiques	1,00		1,00				1,00	
Chargé de missions RH				1,01		1,01	1,01	
Comptable	0,87		0,87				0,87	
Infirmier(e)	17,84	8,19	26,03	1,69	0,88	2,58	28,60	
Ouvrier d'entretien				7,31	0,06	7,37	7,37	
Alternant		6,82	6,82		0,27	0,27	7,10	
Assistante ressources humaines		0,95	0,95				0,95	
Assistante exploitation		0,65	0,65				0,65	
Apprenti		4,94	4,94		0,27	0,27	5,22	
Apprenti Animation		0,27	0,27				0,27	

Total général	210,50	101,33	311,83	30,36	8,03	38,39	350,22
----------------------	---------------	---------------	---------------	--------------	-------------	--------------	---------------

2) En personne physique :

	Femme		Total Femme	Homme		Total Homme	Total général
	CDI	CDD		CDI	CDD		
Cadre	27,00	1,00	28,00	8,00	1,00	9,00	37,00
Chargé de missions RH					1,00	1,00	1,00
Contrôleur de gestion				1,00		1,00	1,00
Directeur(rice)	5,00		5,00	2,00		2,00	7,00
Directrice administrative & financière	0,00		0,00				0,00
Directrice d'exploitation	1,00		1,00				1,00
Directrice Fondation	1,00		1,00				1,00
Directrice ressources humaines	1,00		1,00				1,00
Ergothérapeute / Psychomotricien (ne)	3,00		3,00				3,00
Infirmier(e) Cadre	2,00	1,00	3,00	1,00		1,00	4,00
Médecin coordonnateur	2,00		2,00	2,00		2,00	4,00
Psychologue	8,00	0,00	8,00				8,00
Responsable comptable				1,00		1,00	1,00
Responsable paie	2,00		2,00				2,00
Chargé de projet					0,00	0,00	0,00
Directeur(rice) Adjoint(e)	1,00		1,00		0,00	0,00	1,00
Directrice Mécénat	1,00		1,00				1,00
Responsable IMMO et SV GX				1,00		1,00	1,00
Employé	242,00	66,00	308,00	28,00	4,00	32,00	340,00
Agent administratif	12,00	2,00	14,00		0,00	0,00	14,00
Agent de service Hôtelier	106,00	35,00	141,00	6,00	1,00	7,00	148,00
Aide-soignant(e) & assimilé	92,00	22,00	114,00	9,00	2,00	11,00	125,00
Animateur (trice)	6,00	0,00	6,00	2,00	0,00	2,00	8,00
Assistant en Soins Gériatrie	1,00		1,00				1,00
Assistante des services Economiques	0,00		0,00				0,00
Assistante de Direction	1,00		1,00				1,00
Chargé de missions RH				1,00		1,00	1,00
Comptable	1,00		1,00				1,00
Infirmier(e)	23,00	7,00	30,00	1,00	1,00	2,00	32,00
Ouvrier d'entretien				9,00	0,00	9,00	9,00
Alternant		9,00	9,00		1,00	1,00	10,00
Assistante ressources humaines		1,00	1,00				1,00
Assistante exploitation		0,00	0,00				0,00
Apprenti		7,00	7,00		1,00	1,00	8,00
Apprenti Animation		1,00	1,00				1,00
Total général	269,00	76,00	345,00	36,00	6,00	42,00	387,00

DOCUMENT CONTRÔLÉ
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES

**RAPPORT SUR LA SITUATION MORALE ET FINANCIERE DU BUREAU AU CONSEIL
D'ADMINISTRATION
SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis, en application des statuts et des dispositions légales, pour vous rendre compte de l'activité au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Vous prendrez ensuite connaissance des rapports du Commissaire aux Comptes, que nous tenons à votre disposition, conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

1- BILAN DE L'EXERCICE ECOULE

Nous vous rappelons que notre activité consiste en la gestion d'établissements privés médico-sociaux à but non lucratif.

- ✓ LE PMT Chrysalide se poursuit

La mise en œuvre de notre Plan à Moyen Terme s'est poursuivie tout au long de l'année.

Le travail autour de la charte des valeurs a été finalisé ; affiches, cahier technique, engagement des professionnels, l'ensemble des supports sont à disposition. La Direction Générale a ainsi pu faire le tour des établissements en début d'année 2024 afin de présenter cette charte et d'en faire un outil de référence pour chaque salarié de la Fondation.

Comme prévu, les fonctions du siège se sont renforcées avec deux nouvelles expertises :

- Une directrice mécénat/communication a été recrutée en juin ; elle a commencé à établir une stratégie mécénat qui sera finalisée d'ici juin 2024. Un travail significatif a également été réalisé sur les aspects communication : modernisation du logo de la Fondation, réalisation d'une charte graphique, premières étapes de réflexion quant à la refonte du site web qui doit être finalisé pour juin 2024 ;

- Un responsable bâtiments est arrivé en juillet 2023 ; interlocuteur privilégié des directeurs d'établissements et des agents de maintenance pour tous les éléments liés à l'entretien et à la maintenance régulière, il est également en charge du suivi des projets immobiliers plus conséquents dans leur dimension technique.

Le sujet de reprise de deux résidences autonomie a avancé mois rapidement que prévu ; le départ en août 2023 de la directrice financière a nécessité une adaptation de la charge de travail le temps de réaliser son recrutement. Sa remplaçante est arrivée en janvier 2024.

La diversification de l'offre passera par l'installation de 6 places d'accueil de jour sur la résidence d'Aquitaine en 2024, le projet ayant reçu un avis positif. Cela permettra de répondre à des demandes de répit des aidants, de soutenir de ce fait le maintien à domicile, de proposer une offre peu présente sur la commune de Mérignac, et d'accroître la capacité d'accueil de cet établissement de 54 à 60 places.

Le travail sur la formalisation de nos process s'est poursuivi en 2023, en particulier via les dossiers d'évaluation externe sur lesquels nous reviendrons ultérieurement.

- ✓ Les tensions RH s'accroissent

Malgré tous les efforts réalisés en 2023 en termes d'ingénierie recrutement et formation, les tensions RH se sont poursuivies voire accentuées. Les difficultés sont criantes pour les métiers liés au soin, et en particulier les aides-soignantes qui représentent un volume de poste important. Les difficultés de recrutement des IDE ont également été prégnantes au cours de l'année, mettant les établissements en risque concernant les éléments liés en particulier au circuit du médicament. Nous avons pu recruter en 2023 un médecin coordonnateur qui intervient sur deux établissements, lui permettant un poste à temps plein. En fin d'année, il reste 3 postes de médecin coordonnateur à pourvoir.

La généralisation de la plateforme Hublo pour l'ensemble des établissements, après une période de test sur trois sites, a été globalement positive et a permis un recours plus important au CDD, ayant un impact à la baisse du recours à l'intérim sur certains sites. Toutefois, ce nouvel outil n'est pas stabilisé dans ses usages.

La problématique du nombre de postes vacants, qui se cumule avec les arrêts maladie, reste entière en fin d'année 2023. Au cours de l'année, l'activité a parfois dû être réduite pour s'adapter aux ressources humaines disponibles et maintenir une qualité d'accompagnement.

- ✓ Une renégociation du contrat restauration pour une amélioration de la qualité des repas

Suite à de nombreuses remontées d'insatisfaction de la part des résidents, le conseil d'administration de la Fondation a validé le principe de renégociation du contrat restauration en 2023 pour une mise en œuvre en 2024. Ainsi, un nouveau cahier des charges, intégrant la loi Egalim, a été rédigé et une consultation lancée afin de choisir un seul prestataire à l'avenir pour l'ensemble des sites.

Le choix du prestataire ACSSENT a été validé en fin d'année 2023 pour un déploiement progressif en 2024. Ce partenaire local a été retenu sur des aspects qualitatifs, financiers mais également une approche du partenariat correspondant aux valeurs de la Fondation.

✓ Un travail autour de la modulation tarifaire

La réflexion autour de la modulation tarifaire s'est poursuivie tout au long de l'année avec le Conseil Départemental de Gironde. Après un accord de principe à la rentrée de septembre, des simulations ont pu être réalisées afin de présenter ce projet aux administrateurs en fin d'année.

Ainsi, il a été acté, pour les établissements habilités 100% à l'aide sociale, de créer un tarif différencié pour les résidents « payants » tout en restant dans des limites correspondant à notre ADN de Fondation reconnue d'utilité publique.

Cette double tarification, concrétisation d'une solidarité au sein des établissements, doit contribuer à assurer la pérennité économique de la Fondation pour que les établissements puissent continuer à assumer leur vocation sociale. Les effets financiers complets de cette mesure pourront se mesurer d'ici 3 à 4 ans, ces tarifs ne concernant que les nouveaux résidents.

✓ Le projet ESMS numérique se déploie

Suite à la réponse positive à l'appel à projet ESMS numérique en 2022, l'année 2023 a été consacrée à la mise en place de ce projet.

L'ensemble des conventions ont été formalisées, le logiciel Net soins a été retenu après consultations et l'ingénierie de déploiement et de formation s'est mise en place tout au long de l'année pour les établissements de la grappe portée par la Fondation.

Ainsi, en novembre, deux établissements pilotes de la Fondation ont pu déployer NetSoin et NetFactu ; leur retour d'expérience a permis de planifier l'ensemble des établissements sur le premier trimestre 2024.

L'année 2024 restera consacrée à la prise en mains complète de ce DUI qui possède de nombreuses fonctionnalités et à la mise en place des services socles. Les premiers retours des équipes sont cependant très positifs et la qualité de l'accompagnement et de la traçabilité vont s'en trouver renforcées.

✓ Trois évaluations externes en 2023

Trois établissements de la Fondation étaient concernés en 2023 par l'évaluation externe diligentée par la HAS. Un kit de déploiement que chaque directeur d'établissement a pu s'approprier a été mis en place par la direction d'exploitation. Le cabinet Médi-conseil a été retenu pour réaliser ces premières évaluations.

Au-delà des retours globalement positifs, ce travail pluridisciplinaire fut riche et a permis de valoriser les réalisations positives présentes dans chacun des établissements. C'est sur la base du retour

d'expérience de ces trois sites, et avec leur appui, que les 8 autres établissements se prépareront en 2024 pour des évaluations planifiées dès 2025.

- ✓ Des projets d'évolution architecturale pour répondre à la transformation de l'offre

Les travaux de réhabilitation de Bassens se sont poursuivis tout au long de l'année 2023 ; extension, nouveaux locaux professionnels, réhabilitation de la salle d'activité, de l'accueil, des patios. L'embellissement et l'amélioration des conditions de vie des résidents et de travail des salariés sont concrets, dans un contexte budgétaire plutôt maîtrisé à ce stade. Les perturbations pour les résidents liés à des travaux en site occupé et à des déménagements provisoires sont des réalités auxquelles les équipes doivent cependant faire face au quotidien.

Le projet de construction d'un nouvel établissement à Blanquefort a mobilisé d'importantes ressources, financières et humaines, tout au long de l'année. Formalités administratives auprès de nos tutelles pour l'obtention de subventions d'investissement, prévisions financières, dépôt du permis de construire obtenu en décembre 2023, lancement de la consultation des entreprises : tous ces travaux ont cependant été stoppés par la non-obtention des subventions qui ne nous permettent pas d'atteindre l'équilibre économique du projet. Nous poursuivons nos investigations et négociations et envisageons de déposer un nouveau dossier de demande de subvention en 2024 (PAI auprès de l'ARS et aide à la pierre auprès du Conseil Départemental).

Une maîtrise financière de plus en plus complexe, des résultats liés à l'exploitation en repli

Pour la première fois depuis plusieurs années, la Fondation affiche un résultat net déficitaire de -49.754,63 €.

Ce résultat, bien que négatif, a pu être minimisé par différents effets conjugués :

- Des vacances de postes d'encadrement qui génèrent des économies subies ;
- Un contrat électricité avec des tarifs bloqués jusqu'en juillet 2024, donc pas d'évolution de tarifs en 2023 ;
- Une consommation gaz maîtrisée à la suite des efforts réalisés à tous les niveaux en termes d'économies d'énergie ;
- Des tarifs restauration contenus jusqu'en septembre 2023 ;
- Un solde positif de dotations et reprises de provisions.

Toutefois, nous constatons sur l'année une nouvelle diminution du résultat d'exploitation. L'activité 2023 est inférieure au budget et le recours massif aux CDD et à l'intérim a des impacts financiers et qualitatifs. A noter également une dégradation de la capacité d'autofinancement et de la trésorerie. Cette dernière évolution vient de la conjugaison de deux éléments : la réduction des dépôts de garantie des résidents à un mois, et le projet de Blanquefort qui a mobilisé plus de 800 k€ de ressources financières à ce stade.

En conclusion, l'année 2023 fut, comme nous l'avons envisagé, marquée par la complexité liée aux tensions RH, nous amenant parfois à réduire notre activité malgré des besoins avérés, et par une vigilance budgétaire dans un contexte inflationniste qui s'est cependant ralenti en fin d'année.

Les équipes de la Fondation sont restées investies et impliquées et des activités ont pu être proposées en nombre aux résidents ; deux séjours vacances, une kermesse de la Fondation à Biganos regroupant des résidents des différents Ehpad, la participation des Ehpad bordelais au sport inclusif game organisé par le SAM de Mérignac avec les équipes du siège, une sortie aux bassins de lumière, un après-midi en discothèque, la fréquentation d'une épicerie ambulante...la liste est longue et nous ne pouvons que nous en réjouir pour la qualité de vie des personnes accompagnées.

La Fondation a également été proactive pour diversifier ses recettes : modulation tarifaire, mécénat, des politiques au long cours qui devraient nous accompagner dans les années à venir.

En 2024, nous renforçons la dimension qualité avec l'arrivée au siège d'une responsable qualité, jusque-là directrice d'un établissement de la Fondation. Dans le même temps, nous mutualisons une direction sur deux établissements en grande proximité ce qui nous permet de recruter une IDEC sur un établissement de 49 lits qui en était jusque-là dépourvu.

Nous travaillons à faire évoluer nos organisations, à les rendre agiles, à toujours améliorer la qualité de vie au travail, et resterons volontariste. Toutefois, sans une réelle politique publique incarnée par une loi grand âge et les moyens financiers associés, le choc démographique qui nous attend dans les années à venir risque d'être très complexe.

1-1 Principaux risques et incertitudes

La reprise éventuelle des « résultats sous contrôle de tiers financeurs » en attente d'affectation dans les budgets d'exploitation, plutôt qu'une affectation en réserve avec possibilité de reprise, impacteraient négativement nos concours bancaires.

La réglementation des tarifs hébergement associée à la fixation des moyens en soin par les autorités de tarification sont des contraintes dans un contexte inflationniste.

1-2 Evénements intervenus depuis la clôture de l'exercice

Les comptes annuels de la Fondation ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

1-3 Activités en matière de recherche et de développement

Sans objet.

1-4 Evolution prévisible de notre situation et perspectives d'avenir

Malgré une structure financière saine marquée par un endettement quasi nul et des fonds propres solides, le contexte économique d'inflation impacte l'équilibre économique de la Fondation.

En effet, la Fondation subit des contraintes tant sur le point de vue de l'évolution des charges (évolutions successives du SMIC, inflation sur les charges d'exploitation, coût de l'énergie...) que du point de vue de ses financements (encadrement de l'ensemble des tarifs hébergements, taux d'évolution des moyens décorrélés de la conjoncture économique ...).

L'ensemble de ces éléments conduit à une dégradation de la capacité d'autofinancement et pose la question de la pérennité du modèle économique et de financement des structures de notre secteur privé non lucratif.

1-5 Filiales et Participations

Sans objet.

1-6 Sociétés contrôlées

Sans objet.

2- PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 2023- AFFECTATION DES RESULTATS

2-1 Présentation des états financiers

Les comptes annuels de la Fondation Erik & Odette BOCKE portent sur un exercice de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Le résultat net comptable est un déficit de -49.754,63 €.

	Exercice clos le 31/12/2023	Exercice clos le 31/12/2022	Variation €	Variation %
Produits D'exploitation	33 061 338,29	31 811 993,91	1 249 344,38	3,93
Charges D'exploitation	33 210 087,05	31 556 388,10	1 653 698,95	5,24
dont Salaires & Traitements	13 483 603,76	13 136 587,50	347 016,26	2,64
dont charges sociales & fiscales sur rémunérations *	7 227 916,02	6 952 129,27	275 786,75	3,97
Résultat d'exploitation	-148 748,76	255 605,81	-404 354,57	-158,19
Résultat Financier	68 694,75	53 260,11	15 434,64	28,98
Résultat Exceptionnel	30 299,38	-2 806,39	33 105,77	-1179,66

Impôt à Taux Réduit			0,00	Ns.
RESULTAT NET	-49 754,63	306 059,53	-355 814,16	

* Dont impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (taxe sur les salaires, formation professionnelle, ...)

a) Le résultat d'exploitation

En raison de l'augmentation des charges d'exploitation, notamment les charges de personnel et les achats et charges externes, et en dépit de la progression des produits de tarification et du solde positif des mouvements de provisions pour risques et charges, le résultat d'exploitation se dégrade et affiche un déficit de -148 748,76 €.

Les investissements effectués sur l'exercice se sont élevés à 677 579,05 € et la dotation aux amortissements à 545 829,16 €.

b) Le résultat financier

Le résultat financier (+ 68 694,75 €) est obtenu par la différence entre les revenus de placements de la Fondation et les charges d'intérêts d'emprunts.

La valeur latente du portefeuille à la clôture est de 1 552 300,92 € contre 1 602 788 € € au 31 décembre 2022.

La valeur inscrite au bilan est de 863 661,63, identique à celle constatée au 31 décembre 2022.

Conformément à la réglementation comptable, les plus-values latentes sur le portefeuille ne sont pas prises en compte sur l'exercice.

Les revenus de placements sont en augmentation de 9,00% (+ 5 283,55 €) par rapport à 2022 (63 998,80 € contre 58 715,25 € en 2022).

Au cours de l'exercice, l'endettement (hors intérêts courus non échus) a diminué de 193 774,03 € et un emprunt est arrivé à échéance.

c) Le résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel bénéficiaire à hauteur de 30 299,38 € est essentiellement constitué par la reprise sur 20 ans d'une subvention de 326 208 €, versée par Département de la Gironde, soit 16 310,40 € par an, et par la reprise d'une quote-part de la subvention de 466 000 € destinée à financer l'acquisition d'une solution de Dossier Informatisé de l'Usager conformes aux exigences nationales, soit 15 000 €, dont la dépense correspondante (honoraires de chefferie de projet) a été enregistrée en

charges d'exploitation. Ce projet a débuté en 2023 et se matérialise par l'inscription au bilan d'une immobilisation incorporelle en cours.

2-2 Présentation des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023, présentés au Conseil d'Administration pour approbation, ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Le bilan et le compte de résultat figurent en annexe.

2-3 Affectation des résultats de l'exercice 2023

Nous vous proposons de valider l'affectation des résultats de l'exercice 2023 (-48.931,23 €) selon le tableau suivant :


	Résultat comptable	Résultat repris	Résultat administratif
Report à nouveau	- 324 186,00		- 324 186,00
Réserve de compensation	89 586,03		89 586,03
Réserve affectée à l'investissement	99 884,59		99 884,59
	- 134 715,38	-	- 134 715,38
Résultats sous contrôle de tiers financeurs Dept 64	84 960,75	-	84 960,75
TOTAL -	49 754,63	-	- 49 754,63

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la résolution correspondante.

2-5 Charges non déductibles fiscalement

Sans objet.

Pour le Bureau du Conseil d'Administration
La Présidente,



Sophie VIOLLEAU